



13 septembre 2022. Entretien politique avec la rédaction du journal
La Montagne

LA MONTAGNE

Politique

C'est quoi ce « nouveau pacte pour la Creuse » que propose le sénateur socialiste Jean-Jacques Lozach ?

Publié le 12/09/2022 à 20h30 Eric Donzé



Présentation des candidats de gauche aux départementales, Jean-Jacques Lozach © BARLIER Bruno

Alors que le Parti socialiste est en plein tourment depuis l'alliance au sein de la Nupes pour les législatives, le sénateur PS Jean-Jacques Lozach affiche sa fidélité à son parti. Il analyse les résultats des élections et cette rentrée politique, où s'affirme un rôle nouveau pour le Sénat, et lance un appel pour « une nouvelle dynamique pour la Creuse ».

Comment analysez-vous la situation en cette rentrée politique ?

Macron est toujours là. Mais il ne peut plus s'appuyer sur une majorité absolue à l'Assemblée nationale. Il parle désormais de "nouvelle méthode" et de recherche de consensus. Je réponds... À voir. Ce qui est certain, c'est le recours fréquent à l'article 49.3 qui s'annonce. À commencer par le vote du budget. Ce qui change aussi, et ce sera déterminant, c'est l'importance que viennent de prendre les Commissions mixtes paritaires.



13 septembre 2022. Entretien politique avec la rédaction du journal
La Montagne

C'est-à-dire ?

Sept députés et sept sénateurs qui se réunissent pour arriver à ce que leur chambre respective adopte un texte consensuel. Et, là, les macroniens ne sont plus du tout majoritaires, même relativement (le Sénat est à droite). C'est le regain du parlementarisme qui va rééquilibrer les choses avec l'exécutif. Mais ça ne suffira pas, il faut un nouveau dialogue entre l'État et les corps intermédiaires. C'est ce qui déblocuera l'ensemble de la société.

Vous pensez à cette Conférence nationale de la refondation lancée le 8 septembre ?

Là encore, il faut de la clarté. Le rôle des parlementaires, c'est de contrôler l'action du gouvernement et de voter les lois. Attention à ne pas plonger ça dans le magma de tous les acteurs qui seront invités à cette CNR. Le parlementaire à son rôle, le Conseil économique et social aussi, il faut un vrai dialogue social... Face à cette confusion, le président du Sénat, Gérard Larcher a annoncé qu'il refusait d'y participer.

Et la situation politique en Creuse, avec l'élection de Catherine Couturier au siège de députée, comment l'analysez-vous ? La défaite de Moreau, pour commencer, c'est du local ou du national ?

C'est toujours un mélange des deux. La question, c'est la proportion de l'un et de l'autre. Je crois qu'il y a eu le cumul de deux réalités : un vote massif en Creuse de l'électorat traditionnel de gauche. Grâce à la Nupes, qui a redonné un espoir unitaire.

La seconde, c'est la force du front anti-Macron que personne n'avait évalué à ce niveau-là. Qui a transcendé le clivage gauche/droite, et Jean-Baptiste Moreau était identifié au président.

Deux faits saillants ressortent aussi de ces législatives : l'enracinement du vote d'extrême droite en ruralité et le fait que l'abstention y soit désormais au même niveau, ou presque, que dans les villes. C'est bien le signe de la colère et du sentiment d'abandon de ces territoires.

Jean-Jacques Lozach

Le Plan particulier pour la Creuse (PPC) va-t-il survivre, selon vous, à la défaite de Jean-Baptiste Moreau ?



13 septembre 2022. Entretien politique avec la rédaction du journal
La Montagne

J'espère. Mais je lance un appel à autre chose. À un contrat, ou un pacte, de dynamisation de la Creuse.



POLITIQUE. Jean-Baptiste Moreau pour la signature du PPC au LMB de Felletin

Qui pendrait quelle forme ?

Depuis deux ans je répète qu'il y a, non plus des priorités, mais des urgences autour de deux sujets majeurs : l'offre sanitaire et la gestion de l'eau. Et j'ajouterai une troisième urgence, la lutte contre les passoires énergétiques. La Creuse, ramenée au nombre de logements, est l'avant-dernier département de France sur cette donnée (44 % de passoires thermiques devant le Cantal à 46 %).

D'abord boucler les projets réalistes du PPC

Sur quoi voulez-vous "pactiser" ?

Sur ces trois urgences - santé, eau et isolation des logements - je voudrai que ce pacte transcende et poursuive le PPC dont l'État a annoncé la fin pour 2023. À ces priorités, apportons des idées nouvelles, avec réalisme : ce n'est pas la Creuse, à elle toute seule, qui va régler le problème du manque de médecins en France. Mais il y a des choses à faire, notamment en termes de coordination sur ce qui se passe en Creuse.

Vous pensez à quoi, à rééquilibrer l'attractivité des territoires sur les installations médicales, Guéret par rapport à La Souterraine par exemple ?

Oui, peut-être... Et puis je vois des petites mesquineries entre les territoires avec l'un qui dépouille l'autre...



13 septembre 2022. Entretien politique avec la rédaction du journal
La Montagne

Et comment se déclinerait ce nouveau pacte ?

D'abord, en s'assurant du bouclage des projets réalistes du PPC qui ne le sont toujours pas.

Par exemple ?

La Cité de la tapisserie attend toujours la deuxième tranche du projet immobilier, et donc l'enveloppe d'un million d'euros de l'État. Et ce n'est pas faute d'être intervenu pour que ces fonds soient débloqués.



POLITIQUE. Le Premier ministre Edouard Philippe au LMB de Felletin pour la signature du PPC

Deuxième exemple, ce projet de restauration des grandes tapisseries, toujours à la Cité. Il n'était pas dans le PPC au début, mais Édouard Philippe l'avait dit lorsqu'il est venu signer le Plan : il pouvait être évolutif. Ce genre d'offre est nouvelle. Actuellement pour restaurer des grandes œuvres tissées, tout part en Belgique.

Qui doit l'impulser, ce pacte, le Département ?

L'État. Il a un rôle majeur. C'est l'État stratège, avec les élus creusois qui sont capables de poser les bonnes questions et de définir les enjeux pour l'avenir de ce département. Sur le modèle du PPC.

Parlons de la Nupes. Au Sénat, elle n'existe pas...

Il y a beaucoup de dialogues entre les deux groupes du Sénat et de l'Assemblée. La différence, c'est qu'il y a un intergroupe de gauche chez les députés et pas chez les sénateurs.

C'est logique, la Nupes est issue d'un accord électoral pour les législatives. La question est de savoir si cette alliance électorale va déboucher sur un accord idéologique global. Je ne le



13 septembre 2022. Entretien politique avec la rédaction du journal
La Montagne

pense pas. La Nupes, c'est l'unité dans la diversité, et l'inverse.

Ses quatre composantes - PS, PCF, EELV et LFI - ont des accords et désaccords. Ils veulent tous une société plus solidaire, la défense des couches populaires et moyennes et concilier le social et l'écologique... Le principal succès de la Nupes c'est d'avoir concrétisé les espoirs d'un peuple de gauche.

Il n'empêche que cette alliance est aussi un rapport de force entre ses membres. Il y aura des rapprochements, et tant mieux. Cela ne m'empêche pas de vouloir que s'affirme une identité forte du PS.

On doit, nous socialistes, éviter trois écueils : le défaitisme, le repli sur soi et l'alignement. Nous devons être socialistes à 100 %, être un parti de responsabilité et pas de rupture.

Jean-Jacques Lozach

Pas de guerre des générations chez les socialistes

Mais vous, à la veille des législatives, vous en pensiez quoi de cet accord dans la Nupes ?

En Creuse, on avait donné l'investiture à un candidat socialiste (Etienne Lejeune, N.D.L.R.). Ici, le PS a été irréprochable sur la volonté d'unir la gauche, nous avons retiré notre candidat. Il y a eu un couperet national nous demandant de le faire.

Pensez-vous comme Olivier Faure qu'il faille tourner la page des divisions au sein du PS ?

Ce qui est désagréable, dans les tensions au sein du parti, c'est que beaucoup présente le débat interne comme un conflit de générations. Il n'y a pas la génération Hollande d'un côté et les jeunes de l'autre, c'est plus complexe que cela. J'attends qu'on retrouve notre unité au prochain congrès.

Avez-vous, à un moment ou un autre, songé à quitter le PS pour une autre formation ?

Jamais. Mon parcours politique a toujours été rectiligne. Je suis et je reste socialiste depuis 1982.

Comment vous voyez cette rentrée ?

Je la vois pleine d'incertitudes, car on doit se souvenir des Gilets jaunes : un mouvement



13 septembre 2022. Entretien politique avec la rédaction du journal
La Montagne

social peut partir, comme ça, sur un sujet du quotidien. Or, les préoccupations du moment sont le pouvoir d'achat et l'inflation.

Propos recueillis par Éric Donzé